



Monsieur le Recteur,

Le SNUipp-FSU participe à toutes les réunions des comités de suivi de la réforme des rythmes scolaires depuis sa mise en place. Sa présence aide à porter la parole et le vécu professionnels des enseignants de nos départements au sujet de la mise en place des nouveaux rythmes. Sa contribution permet d'identifier et de soulever les multiples problèmes rencontrés et de protester contre le refus de prendre en compte l'avis des conseils d'école et les attentes des enseignants...

Aujourd'hui, suite à l'auto-satisfecit du ministre de l'Education nationale, le SNUipp-FSU dénonce la mascarade dont le seul objectif est, sous couvert de dialogue social, de disposer d'une tribune pour la conduite de la réforme. Cela ne peut pas continuer ainsi et les différents avis, fussent-ils discordants, doivent être pris en considération.

Dans les semaines qui viennent, la majorité des écoles de nos deux départements va être fixée sur l'organisation de la semaine scolaire qui sera validée par les DASEN. Or, malgré les demandes répétées du SNUipp-FSU de privilégier les remarques des professionnels que sont les enseignants, il est parfaitement explicite aujourd'hui que les DASEN ne tiendront compte que des propositions des municipalités.

Cette réforme qui porte en germe la territorialisation des missions de l'Education nationale et qui accentuera encore les inégalités sur le territoire doit être suspendue, le décret retiré. Ni les enfants ni les personnels n'ont quoi que ce soit à y gagner. Le prétexte fallacieux du bien être des élèves et de leur réussite ne trompe plus personne. La soumission du calendrier scolaire annuel aux desiderata des lobbies du tourisme prouve, s'il en était encore besoin, que cette réforme poursuit d'autres buts. Elle fait notamment diversion sur le cœur de la loi de refondation qui s'appuie sur le socle commun de François Fillon. Elle ouvre également la porte à la marchandisation de l'éducation et entérine une école à deux vitesses.

Le SNUipp-FSU est opposé à la généralisation de cette réforme et continuera d'intervenir et de porter la parole et les attentes des personnels dans l'ensemble des comités et commissions où il dispose de représentants.

Dans le même temps, le SNUipp-FSU lance une grande enquête nationale à destination de toutes les écoles : les remontées du terrain alimenteront la rédaction d'un « contre-rapport » de la mise en place des rythmes scolaires qui sera présenté au ministre de l'Education nationale le 12 février prochain.

Si le ministère ne veut pas prendre en compte les avis des enseignants, nous allons les lui imposer !